

Intifida des banlieues ou émeutes de jeunes déclassés ?

Olivier Roy

La presse américaine et certains commentateurs européens ont décrit les émeutes qui ont secoué les banlieues françaises comme s'il s'agissait d'une révolte des immigrés musulmans. Cette révolte serait l'indice de l'échec du modèle français d'intégration.

Mais il convient de regarder de plus près ce qui s'est passé. Loin d'être une révolte de la communauté musulmane, il s'agit avant tout d'un mouvement spontané de jeunes vivant dans des quartiers défavorisés, souvent d'origine immigrée mais pas toujours. La dimension générationnelle et sociale est plus importante que la composante religieuse, plus importante même que la composante ethnique.

Il s'agit d'abord d'un mouvement de jeunes et plus particulièrement de jeunes garçons. La moitié des personnes arrêtées ont moins de 18 ans. Les adultes n'ont pas bougé. Les émeutes ont mis en action des bandes de trente à deux cents jeunes selon les endroits : en aucun cas ce n'est la population du quartier qui est descendue dans la rue.

Ensuite, les jeunes s'en sont pris aux voitures du quartier, c'est-à-dire à celles qui sont possédées par leurs voisins. Ils ont détruit les écoles où les gens du quartier, souvent issus de l'immigration comme eux, mettent leurs enfants. Bref, les premières victimes ont été les familles du quartier.

Ensuite et surtout les émeutes ont été limitées à ce que l'on a appelé les « quartiers difficiles » : c'est-à-dire où l'on a une forte concentration de gens issus de l'immigration, avec un fort taux de chômage et d'échecs scolaires. Il ne s'agit donc pas de la banlieue parisienne dans son ensemble, et encore moins de la ville de Paris, mais d'une centaine de quartiers sur toute la France. Or, ces jeunes de seconde génération sont pour la plupart citoyens français : parmi les personnes arrêtées à la suite des émeutes, seulement 6 à 7 % sont étrangères. De même, parmi les personnes arrêtées, il y a une plus grande variété ethnique que ne le laissent supposer les commentaires (on trouve des Africains non musulmans, mais aussi des jeunes avec des noms français, italiens ou portugais). C'est une révolte des exclus et pas des Arabes ou des musulmans, même si ces derniers sont surreprésentés parmi les exclus.

En dehors de ces quartiers, aucune personne d'origine musulmane n'a bougé. Or il y a beaucoup de musulmans qui vivent en dehors des quartiers. Mais ces derniers appartiennent plutôt aux classes moyennes. De manière très intéressante rien ne s'est passé dans les universités où l'on trouve des dizaines de milliers d'étudiants d'origine musulmane, qui sont souvent politisés. Ils n'ont pas bougé.

De plus, le mouvement des banlieues n'est pas politisé. À part quelques slogans demandant la démission de Nicolas Sarkozy, il n'y a aucune revendication politique (c'est d'ailleurs la raison pour laquelle le mouvement était condamné à s'essouffler). Il n'y a également aucune coordination, aucun porte-parole, aucune organisation.

On n'a même pas vu se mettre en place un comité de liaison comme cela a pu être le cas pour des mouvements spontanés de paysans ou de lycéens récemment en France.

Enfin, il n'y a rien d'arabe ni d'islamique dans la révolte. Curieusement, par exemple, on ne trouve aucun drapeau palestinien ou algérien, alors que le port du keffieh à la Arafat était dans les années 1980 un signe contestataire souvent arboré par les jeunes dans les manifestations. On se rappelle aussi que lors du fameux match de football France-Algérie du 6 octobre 2001, où

l'hymne national français avait été sifflé par des jeunes franco-arabes, les drapeaux algériens étaient nombreux. Dans les émeutes de 2005 on ne trouve aucune référence aux conflits du Moyen-Orient ni au nationalisme arabe. Il n'y a eu ni slogans ni attaques contre les « Juifs » (alors que la presse dénonce régulièrement tout ce qui peut apparaître comme antisémite chez les jeunes de banlieues). Il n'y a également eu aucun slogan religieux. Les tenues vestimentaires des manifestants n'ont rien d'islamique : ils portent les vêtements *street-wear* qui sont la marque d'une sous-culture urbaine occidentale : celle des jeunes *blacks* américains (en particulier le survêtement gris avec cagoule). Ils écoutent du rap et du hip-hop, mangent dans les *fast-foods*, rêvent de consommation, veulent de belles voitures et consomment occasionnellement de la drogue. Ils sont bien « occidentaux » (ou « globaux »).

Leurs revendications, quand ils en expriment, ne portent ni sur le droit de porter le voile à l'école, ni sur les mosquées, ni sur la viande hallal. En revanche, tous protestent contre les discriminations racistes, fondées sur l'apparence physique (le « faciès »). Ils ressentent très vivement le racisme, réel ou supposé, de la police, mais aussi les discriminations à l'entrée des boîtes de nuit, ce qui n'a rien d'islamique.

Ce sont des jeunes qui viennent très souvent de milieux musulmans, mais ils ne se revendiquent pas comme musulmans. Ils ne défendent ni une identité ethnique, ni une identité religieuse, mais une identité de quartier. On dit « les jeunes des 4 000 » (du nom d'une cité de la Courneuve) ou bien les jeunes du Val-Fourré (à Mantes-la-Jolie). Ils se regroupent en bandes locales qui s'opposent non seulement à la police mais surtout aux autres bandes venues des quartiers voisins. Il semble d'ailleurs que ces bandes soient les acteurs principaux des émeutes, même si les indications recueillies auprès des tribunaux montrent qu'en fait nombre de personnes arrêtées n'avaient pas d'antécédents judiciaires. Elles sont souvent impliquées dans des petits trafics (par exemple de drogue) et la délinquance. Les vrais « caïds » du quartier sont les trafiquants de drogue. Beaucoup de ces jeunes sont en échec scolaire et au chômage ; on vit donc d'un mélange d'aide sociale et de petit *business*. Ils se perçoivent comme des exclus et sont très attachés au quartier : les bandes défendent donc leur territoire contre les intrusions, que ce soit de la police, des journalistes ou des bandes des autres quartiers, mais aussi des pompiers. Il n'y a pas de solidarité ethnique ou religieuse à l'échelle du pays, seulement une solidarité de quartier.

En fait, les émeutiers viennent d'abord d'une sous-classe sociale, c'est-à-dire de gens qui ne sont plus intégrés dans le système de production. Leurs parents étaient ouvriers : ils étaient pauvres mais ils avaient une utilité sociale et économique. Ces jeunes n'ont plus cette insertion par le travail, et ils considèrent que leurs pères ouvriers sont des *losers*, car ils se sont tués au travail pour un salaire de misère, alors qu'aujourd'hui un certain nombre de ces jeunes font vivre leurs parents grâce à l'argent que rapportent les petits trafics.

Or quand on regarde les phénomènes d'émeutes urbaines en Occident (de Los Angeles à la Seine-Saint-Denis en passant par Bradford), on voit qu'ils partagent les mêmes caractéristiques : une exclusion marquée à la fois par le statut économique et un critère ethnique lié en fait à la couleur de la peau (Blacks, Latinos, Arabes). C'est la combinaison des deux critères qui fait la vraie exclusion, car les classes moyennes d'origine arabe n'ont pas ces problèmes en Europe. On ne peut pas dissocier les critères sociaux et ethniques.

Le modèle est l'Amérique des jeunes blacks, pas Le Caire ni La Mecque

La presse a également évoqué le rôle des islamistes. Or les organisations islamiques n'ont pas été présentes dans les émeutes. D'abord les radicaux, du type Al-Qaida, ne sont pas intéressés

par un jihad de banlieue : pourquoi perdre son temps à brûler des voitures dans un quartier qui n'intéresse personne, alors qu'on peut aller faire le jihad à Fallouja ou bien poser des bombes dans le métro au centre de Paris ? En revanche, les radicaux peuvent espérer opérer des recrutements parmi les jeunes déçus par l'absence de perspective du mouvement ou bien radicalisés par la répression (on sait que les prisons sont un lieu de radicalisation religieuse et politique pour beaucoup de jeunes originaires de la seconde génération). Quant aux organisations modérées (comme l'UOIF), elles ont vigoureusement condamné le recours à la violence et se présentent comme des médiateurs et des pacificateurs. Ces organisations cherchent à acquérir une légitimité aux yeux des autorités et de l'opinion publique française en se présentant comme des médiateurs raisonnables, défendant le concept de « musulmans et citoyens ». Cependant, d'autres milieux musulmans (comme Tariq Ramadan) récusent cette intervention des instances religieuses dans la crise actuelle, car ils refusent tout lien entre islam et banlieue. Mais, au-delà des organisations, beaucoup de musulmans modérés et qui ne vivent pas forcément dans les quartiers ont été choqués par le fait que le gouvernement n'ait pas présenté d'excuse après qu'une grenade lacrymogène a touché une mosquée. La crise a confirmé que l'islam n'est pas encore traité comme les autres religions en France. Et c'est là sans doute la clé du problème : alors que les problèmes des quartiers difficiles sont d'abord des problèmes sociaux, l'amalgame est fait entre musulmans et habitants des banlieues.

Le débat sur l'islam est très vif en France et l'on sait qu'il a abouti à la loi interdisant le voile dans les écoles en 2004. Or tous les discours des politiques et de la presse ont consisté à « islamiser » les problèmes de la banlieue, c'est-à-dire à faire de l'islam la grille de lecture de tout événement. Un mouvement, « Ni pute ni Soumise », s'attaque au comportement « machiste » des jeunes hommes de banlieue, mais laisse entendre que si les bandes de jeunes garçons menacent les filles qui sortent seules et non voilées, c'est à cause de l'islam. Alors qu'on oublie que les ghettos se ressemblent tous quelle que soit la religion de leurs habitants : aux États-Unis, dans les ghettos habités par des Noirs ou des Latinos, on trouve exactement les mêmes phénomènes de bandes de jeunes garçons qui contrôlent la rue, vivent de trafics et sont particulièrement « macho ». La virilité est une valeur partout où domine la violence, et cela n'a rien à voir avec la religion.

En fait, ces quartiers ne sont pas l'expression d'une culture musulmane qui demanderait à être reconnue. La langue arabe a disparu au profit du français, les familles traditionnelles se sont délitées, l'autorité du père s'est effondrée. On voit aujourd'hui beaucoup de familles d'origine maghrébine qui sont monoparentales. Ce sont souvent les jeunes qui ramènent l'argent à la maison (souvent l'argent de trafics plus ou moins légaux). La hiérarchie est celle de la force et de l'argent, pas celle de l'âge ou de la sagesse. Il n'y a pas, dans ces quartiers, de leaders communautaires. Les imams n'ont guère d'autorité au-delà de leurs petites mosquées. Le multiculturalisme n'est donc pas un enjeu, tout simplement parce que ces quartiers n'expriment pas une culture arabo-musulmane, mais une sous-culture urbaine occidentale, celle qu'on appelle la culture des jeunes ou culture de la rue. Le modèle est l'Amérique des jeunes blacks, pas Le Caire ni La Mecque. Il est intéressant de remarquer que dans le doublage des films d'Hollywood en français, on attribue aux Noirs américains l'accent des jeunes de banlieues.

D'ailleurs les jeunes révoltés ne demandent pas à être reconnus comme une minorité avec ses droits et ses spécificités. Ils ont cru au modèle français d'intégration par la citoyenneté. Ils voulaient être de vrais Français mais ils se considèrent comme trompés parce qu'aujourd'hui ils ne sont français que sur le papier. Ils protestent dans le fond contre l'échec de l'intégration à la française, mais ils n'ont pas d'autres modèles. C'est pour cela qu'ils brûlent les instruments de

leur promotion ratée : l'école, les centres sociaux. Leur rage se retourne contre eux-mêmes. Ce n'est décidément pas l'intifada.

Les banlieues sont une chose, la question de l'islam en France en est une autre. Mais les modèles positifs d'intégration sont portés par les classes moyennes. Et quelles que soient leurs difficultés, il y a bien aujourd'hui une classe moyenne de musulmans, citoyens français, insérés dans le tissu économique et social. Ceux-là ont quitté les quartiers où ils sont souvent nés, ils achètent des pavillons, ouvrent des commerces en centre-ville, montent des sociétés d'informatique, sont médecins dans les hôpitaux, etc. Or ils sont largement ignorés, non seulement par les médias, mais surtout par les hommes politiques : les partis politiques français n'arrivent pas à s'ouvrir à eux. Et pourtant c'est cette classe moyenne qui fait bouger les choses.

Olivier Roy

Revue des revues de l'adpf, sélection de mai 2006

Olivier ROY: « Intifada des banlieues ou émeutes des jeunes déclassés ? »
article publié initialement dans la revue *Esprit*, n°12, décembre 2005.

Traducteurs :

Anglais : Imogen Forster
Arabe : Anouar Moghith
Chinois : Yan Suwei
Espagnol : Mònica Mansour
Russe : Alla Beliak

Droits :

- © Olivier Roy pour la version française
- © Imogen Forster/Institut Français du Royaume Uni pour la version anglaise
- © Anouar Moghith/Centre Français de Culture et de Coopération du Caire – Département de Traduction et d'Interprétation pour la version arabe
- © Yan Suwei/Centre Culturel Français de Pékin pour la version chinoise
- © Mònica Mansour/Institut Français d'Amérique Latine pour la version espagnole
- © Alla Beliak/Centre Culturel Français de Moscou pour la version russe